

Editorial du Professeur P. de Maret, Recteur de l'Université Libre de Bruxelles

PROMOUVOIR*

Promouvoir ...

A priori le terme "promouvoir" relève moins du vocabulaire académique usuel que du jargon propre aux a.s.b.l., dont la Belgique a sans doute le record mondial par tête d'habitant et dont l'objet est le plus souvent de promouvoir ... que ce soit l'amélioration de la race chevaline, le tir à l'arbalète ou la tarte *al djote* ...

Formellement, l'U.L.B. n'est pas une a.s.b.l., même si elle est impliquée dans beaucoup d'entre elles, ce qui lui a déjà valu quelques soucis. Mais on peut se demander si, comme pour toute université, un terme commode pour décrire son action de façon globale, ne serait pas celui de "promouvoir".

Que nous apprend le *Petit Robert* de ce terme ?

Attesté en vieux français dès 1130, il vient du latin *promovere*, pousser en avant, faire avancer, et il a deux sens :

- le premier, celui d'élever à une dignité, un grade, un rang supérieur. Exemple : Il vient d'être promu officier de la Légion d'honneur (on songe au Prorecteur) ;
- le second sens, plus récent : encourager (quelque chose), provoquer la création, l'essor, le succès. *Le Robert* donne comme exemple : Promouvoir la recherche scientifique. On est déjà proche des préoccupations de l'université, d'autant plus que les substantifs dérivés promotion et promoteur connaissent aussi des acceptions d'usage courant à l'université : la promotion de l'an passé était exceptionnelle, être le promoteur d'une thèse, d'une recherche.

Enfin, si on songe qu'éduquer vient de *ex ducare*, conduire en dehors, son sens à l'origine est voisin de promouvoir, pousser en avant.

Le verbe "promouvoir" n'est donc pas si incongru dans cette enceinte et, à la réflexion, il me semble même qu'il pourrait être bien utile pour syn-

thétiser la fameuse troisième fonction de l'université. Il est en effet de plus en plus question de cette fonction de service à la société. Plutôt que servir, promouvoir ajoute une intentionnalité qui traduit une volonté, un engagement qui correspond mieux aux idéaux de cette maison.

Enseigner, chercher, promouvoir résumant parfaitement nos rôles dans la société d'aujourd'hui et cela d'une façon d'autant plus heureuse que le terme renvoie aussi, comme l'indique toujours *Le Robert*, à la promotion sociale, thème qui suscite de multiples débats, et bien des malentendus, y compris ici.

Ainsi, l'an passé, lors de cette même séance de rentrée, suivant une coutume établie, le BEA-Interfac de l'époque distribuait un tract mettant en cause, comme il se doit, les autorités, et plus particulièrement le Recteur.

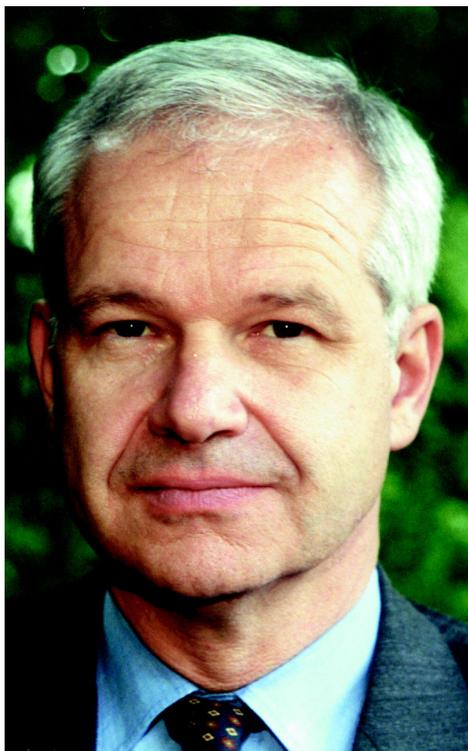
Reproduisant une interview au *Vif L'Express* où je déclarais : "Comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, à l'avenir, en Belgique et en Europe, seules quelques institutions de haut niveau émergeront d'une masse d'universités, de collèges, de facultés, d'écoles ou d'institutions de seconde zone. Ces quelques grandes univer-

sités concentreront les ressources, attireront les meilleurs professeurs et les meilleurs étudiants. L'U.L.B. doit être de celles-là", le BEA commentait, je cite à mon tour :

"L'université pour tous : pas élitiste, M. de Maret ? Vive la démocratisation de l'enseignement !" oubliant que j'avais aussi déclaré que :

"Nous devons nous réjouir de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, facteur essentiel d'équité sociale et de protection de la démocratie" mais en posant la question cruciale :

"Dès lors, comment pouvons-nous préserver



* Discours prononcé à l'occasion de la séance solennelle de rentrée, le 20 septembre 2002.

la qualité de l'enseignement face à la massification de l'université qui en résulte ? ”.

C'est là un défi majeur, tant il est vrai que la poursuite de l'excellence et la démocratisation paraissent antinomiques, et que l'élitisme est souvent opposé à l'égalitarisme.

Il règne en la matière beaucoup de confusion. Essayons d'y voir clair.

Rappelons d'abord que les fondateurs et promoteurs de l'U.L.B., Théodore Verhaegen et Auguste Baron l'ont créée parce que, explicitement, ils ne voulaient pas laisser au clergé le monopole de la formation des élites de notre nouvel Etat.

Plus récemment, en 1998, on doit à notre éminent collègue, le regretté Jacques Devooght, d'avoir formulé, dans un rapport que l'Association des Professeurs de l'U.L.B. a fait sien, les considérations incisives suivantes :

“ Le vocable flou de “ démocratisation ”, [...] peut signifier soit supprimer ou réduire les obstacles, notamment socio-culturels ou financiers, qui empêchent un certain nombre de jeunes, qui en seraient capables, d'accéder à l'université, soit faire en sorte que n'importe qui puisse obtenir un diplôme universitaire. Il va de soi que, si les professeurs souscrivent des deux mains au premier objectif - lequel d'entre eux ne déplore le temps que certains étudiants sont obligés de consacrer à travailler pour payer leurs études ? -, ils ne sauraient cautionner le second, qui est contraire à l'essence même de l'idéal universitaire ”.

Et l'A.P.U.B. d'affirmer, sous la plume du même collègue :

“ En effet, l'université est fondamentalement **élitiste**. Cet élitisme n'est pas, on l'a déjà dit, celui de l'accès à l'université. Ce n'est pas non plus un élitisme qui ignore les difficultés des étudiants. Il s'agit d'une aspiration à l'excellence, qui est consubstantielle à l'institution universitaire, car sans elle, il n'y a plus de recherche valable, plus de volonté d'assurer un enseignement capable de fournir au pays des cadres compétents et, accessoirement, plus de possibilité de remplacer le corps professoral actuel par un autre au moins aussi compétent. Contrairement à ce que certains discours démagogiques tentent de faire accroire, une telle aspiration n'a rien d'antidémocratique, au contraire, puisqu'elle entend que chacun soit jugé selon son seul mérite, sans considération de naissance ou de revenus. A ce titre, l'université est bien une institution méritocratique : le fait d'avoir institué le “ Commencement Day ” est un signal faible, mais réel, que l'U.L.B. ne renie pas cet aspect ”.

Le philosophe André Comte-Sponville fait écho à plus d'un aspect de cette conception de l'élitisme qu'il définit ainsi dans son récent *Dictionnaire philosophique* :

“ ELITE. Etymologiquement, c'est l'ensemble de ceux qui ont été élus ; mais ils l'ont été par le hasard ou par eux-mêmes plutôt que par Dieu ou par le peuple. C'est une espèce d'aristocratie laïque et méritocratique : les meilleurs, quand ils ne le doivent qu'à leur talent ou à leur travail. L'erreur serait d'y croire tout à fait ou en bloc. Il y a des élites différentes (celle du sport n'est pas celle du savoir, qui n'est pas celle des affaires ou de la politique), dont la médiocrité, quand on y pénètre, ne cesse de surprendre. Une salle de profs, dans la plus prestigieuse des universités, ne donne pas une très haute idée de l'humanité. J'imagine qu'il en va de même dans d'autres milieux, que j'ai moins fréquentés. Nul n'est le meilleur en tout et absolument. Un sujet d'élite, c'est un individu dont la médiocrité générale, qui est celle de l'espèce, comporte au moins une exception, qui est celle du talent ou du savoir-faire. C'est mieux que rien. Ce n'est pas grand-chose ”.

Voilà qui est clair.

Si étymologiquement “ élite ” vient d'élire avec au départ le sens de “ ce qui est choisi ”, l'université qui est placée au sommet de la pyramide éducative procède, d'une façon ou de l'autre, d'une sélection plus ou moins stricte, que ce soit pour ses étudiants, ou ses enseignants d'ailleurs. Elle est *élitiste* par définition.

Fondée sur une aspiration à l'excellence, on conçoit mal une université qui ne soit pas élitiste ; c'est là sa vocation, sa raison d'être.

La question pour l'université n'est donc pas d'être ou de ne pas être élitiste, car cesser de l'être ce serait cesser d'être une université ; mais c'est de savoir comment, sur quels critères, elle choisit, elle départage ses étudiants ... et ses enseignants.

Poser la question en ces termes, c'est aussitôt s'interroger sur l'objet de la sélection, c'est-à-dire sur les objectifs que se donne l'université et, par conséquent, sur les buts qu'elle assigne à ses enseignements.

La question fondamentale est donc finalement de savoir quel rôle l'université entend jouer dans la société actuelle.

Dans nos sociétés démocratiques, deux principes sous-tendent plus ou moins explicitement l'ensemble du système éducatif : l'égalité et l'excellence. Mais, depuis la publication en 1964 de l'ouvrage de Bourdieu et Passeron *Les héritiers : les étudiants et*

la culture, l'enseignement se trouve clairement interpellé par l'idéal de l'égalité des chances.

Car, soyons clairs ! Quels qu'aient été les efforts déployés jusqu'à présent, l'idéal de l'élitisme républicain, ouvert à tous, fondé sur une méritocratie et non sur une aristocratie héréditaire reste à atteindre.

Si la massification de l'université de ces dernières décennies a engendré une ouverture vers de plus larges couches de la population, on est encore loin de pouvoir parler d'une véritable démocratisation de l'accès à l'université. L'égalité des chances n'est toujours pas réalisée, car il n'a pas été possible jusqu'à présent de mettre en place un système qui compense activement les inégalités de départ, qu'elles soient fondées sur des causes naturelles, familiales ou sociales.

Comme l'écrit Edgard Pisani (1990) :

“ L'égalité et l'excellence sont chez nous à inventer bien au-delà des discours, dans une réalité qui résiste à tous nos principes. [...] Disons-le tout net : l'égalité n'est pas dans la nature. Pas plus que la liberté ou la fraternité. Elle est l'objectif de notre volonté. Chaque enfant qui naît doit pouvoir atteindre le plein épanouissement de ses facultés car il n'est pas d'autre égalité que nous revendiquons. Pas tous égaux quant aux résultats, tous également mis en mesure de remplir leur destin. Merveilleuse ambition que nous devons nourrir même si elle nous paraît parfois illusoire ”.

Pisani rejoint ici les conceptions du célèbre philosophe américain John Rawls, chantre de la *fair equality of opportunities* ou du principe de *equal opportunities*.

Car le constat a été fait à maintes reprises. Si l'on veut se rapprocher de l'idéal de l'élitisme républicain et arriver à une meilleure équité, on ne peut se contenter de mesures formelles et se limiter à proclamer l'égalité des droits, espérant ainsi réaliser l'égalité des chances.

Il faut mettre en œuvre une démarche plus volontariste, d'où la stratégie dite d'*affirmative action* qui, par une série d'initiatives concrètes vise, au-delà de l'égalité des chances, à une égalité de résultats, en donnant par exemple des moyens accrus à des zones d'éducation prioritaire ou, en promulguant des quotas en faveur des minorités ou des immigrés.

Cependant, l'expérience des Etats-Unis montre que ces mesures ont des effets pervers, leurs bénéficiaires étant souvent soupçonnés d'avoir eu leur diplôme au rabais, plus parce qu'ils étaient noirs et femmes par exemple, que parce qu'ils étaient autant qualifiés que d'autres. C'est le risque quand

la notion d'égalité est appliquée aux individus considérés comme membres d'un groupe, et non aux individus en tant que tels, avec leurs mérites propres.

Cette singulière dialectique de *la raison minoritaire*, pour reprendre l'expression d'Alain Renaut, est passablement inquiétante car, à vouloir forcer l'inclusion, on traite les individus en fonction de découpages qui procèdent de la même façon que le racisme.

L'autre effet pervers des mesures d'*affirmative action*, de discrimination positive, fut de voir une multitude de minorités réclamer la reconnaissance de leur spécificité et donc une aide particulière. Le discours politiquement correct s'inscrit dans la même logique en voulant par des périphrases ménager les susceptibilités. Désormais on ne parle plus de *balayeurs de rue* mais de *techniciens de surface*, ni de sourd mais de *malentendant* et les *ladies* ont été remplacées par des *females*. Un sommet du genre, c'est le cas de le dire, a été atteint à l'Université de Stanford où il convient dorénavant d'aller non plus suivre des séminaires, *seminarium*, mais des *ovarium*... On attend avec impatience que les futurs prêtres parachèvent leur formation non plus au grand séminaire, mais au grand ovaire !

Notre époque pourchasse la discrimination là où elle se trouve, qu'elle soit basée sur le racisme, le sexisme, le handicap, l'homosexualité, l'exclusion économique et sociale. Chacun revendique le droit d'exprimer et de vivre pleinement sa différence, sa singularité, et tout un appareil juridique y concourt. Le triomphe de ce que Jean-Claude Guillebaud appelle l'égalité identitaire ne peut que nous réjouir, même s'il relève, sous l'influence de l'individualisme contemporain, surtout de l'individualisme égalitaire comme l'observe Marcel Gauchet.

Ce nouveau visage de l'égalité, en intégrant les revendications identitaires, indique clairement que le débat ne se limite plus désormais à l'égalité socio-économique.

Mais, si du point de vue formel, juridique, les discriminations reculent un peu partout, les différences entre les individus, entre les groupes ont-elles disparu ? Est-ce souhaitable ? Est-ce probable ?

La pluralité des individus et des cultures, l'héritage, qu'il soit génétique ou culturel, produisent de la différence. Heureusement, car sinon le monde et la vie seraient d'un ennui profond.

Du point de vue social, l'anthropologie montre que, contrairement aux préjugés idéalistes inspirés par toute la tradition rousseauiste, il n'y a pas de société complètement égalitaire.

Même les Pygmées, s'ils n'ont pas de chef,

ont un *leader* dont l'autorité, relative et souvent circonstancielle, est basée sur le prestige acquis à la chasse ou au contact des esprits.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous l'expliquer il y a deux ans à propos du pouvoir, même les chimpanzés ont une hiérarchie sociale avec un mâle dominant qui s'accapare les femelles et une bonne partie des ressources alimentaires.

Le statut chez les chimpanzés ne dépend pas que de la force et de l'ambition.

Bien sûr, le nouveau mâle alpha doit avoir battu son prédécesseur au moins une fois, et pour faire bonne mesure il doit continuer à le persécuter par la suite. Il doit aussi de temps à autre courir parmi son groupe en roulant des mécaniques et en provoquant des gestes de soumission des autres mâles du groupe, qui dans certains cas vont même jusqu'à lui baiser les pieds.

Mais le maintien au pouvoir implique des stratégies plus subtiles, que ce soit l'utilisation d'un objet inattendu, comme un fût d'essence vide sur lequel on tape pour faire beaucoup de bruit et terroriser les autres, ou un subtil jeu d'alliances.

La politique des chimpanzés est fascinante et les parallèles avec la politique des hommes sont frappants.

Le désir d'avoir un statut fait manifestement partie de notre comportement de primate depuis la nuit des temps. Tout l'appareil législatif du monde ne supprimera pas le désir des êtres humains de se différencier, de se distinguer les uns des autres, à l'intérieur du même groupe ou entre groupes.

Si une certaine forme de mondialisation, d'uniformisation paraît inéluctable, on peut espérer avec Claude Lévi-Strauss que, plutôt que de marquer le triomphe d'une culture sur toutes les autres, le terme de *civilisation mondiale* consacre la connaissance et le respect de la diversité culturelle. La principale richesse de l'humanité, c'est somme toute cette diversité.

L'analyse montre d'ailleurs que la mondialisation, loin de tout niveler, produit de la différence. Les exemples foisonnent : de l'exception culturelle française aux divers intégrismes, de l'invention d'authenticités nouvelles dont le touriste est si friand, jusqu'à l'émergence dans la société occidentale de ces "tribus" qui intéressent fort les spécialistes du *marketing*.

Bref, nier les différences entre les individus, entre les sociétés paraît illusoire, voire carrément dangereux.

Il me paraît essentiel de penser de façon cri-

tique la diversité du monde, et donc de nos étudiants, en dépassant les confusions intellectuelles et les bons sentiments générés par la pensée unique et consensuelle, sans cependant tomber dans les pièges ni d'un égalitarisme utopique ni de l'exclusion.

Evitons l'égalitarisme qui décourage. Les pays et les sociétés qui ne reconnaissent pas les meilleurs les perdent. Ces derniers votent avec leurs pieds et vont chercher ailleurs la reconnaissance à laquelle ils aspirent.

Evitons aussi de trop vite nous réjouir des succès de la lutte contre les discriminations car, à force de les combattre à un niveau qui reste souvent très formel, on a perdu de vue les écarts croissants qui se sont creusés ces dernières années en Occident, entre les riches et les pauvres, comme entre les pays riches d'Occident et les pays pauvres. J'y reviendrai.

Retenons en attendant qu'**excellence** et **démocratie** ne sont pas antinomiques. Il faut au contraire pouvoir les conjuguer car ces notions peuvent se renforcer mutuellement.

C'est un rôle que l'université doit assumer pleinement et une voie dans laquelle une université comme la nôtre doit s'engager résolument.

* * *

Promouvoir la démocratisation de l'enseignement, et en particulier l'accès à l'université, est le sujet de beaucoup de recherches. Au cours de l'an passé, on retiendra particulièrement les résultats de deux études qui ont projeté un éclairage nouveau et inquiétant sur l'enseignement en Communauté française de Belgique.

D'une part, les résultats de l'enquête PISA de l'OCDE sur les acquis des élèves de 15 ans dans 32 pays ont confirmé les mauvaises performances de nos élèves en lecture, mathématiques et sciences. Mais surtout, l'enquête PISA montre que, par rapport à la majorité des autres systèmes éducatifs, le nôtre se caractérise par son "impuissance à enrayer les risques d'échec auxquels sont exposés les élèves les plus vulnérables, ou en d'autres termes, à compenser les inégalités sociales de départ" (Lafontaine 2002). Triste constat après tant d'années de projets pédagogiques divers et de réformes variées.

L'autre étude, supervisée par J.J. Droesbeke de l'U.L.B., I. Hecquet et C. Wattelar de l'U.C.L., montre que, sur une cohorte de 1.000 élèves entrant en première primaire, il semble qu'environ 20 % se limitent à un diplôme secondaire inférieur et que seulement 10 % obtiendront un diplôme universitaire.

Ce qui frappe surtout dans cette vaste étude, c'est que notre enseignement procède par écrémages successifs, sans guère d'espoir de rattrapage et que l'essentiel se joue bien avant l'université.

Ces deux études montrent à quel point notre système est peu démocratique à l'interne, mais aussi, malheureusement, comparativement à d'autres pays.

Une véritable **démocratisation de l'enseignement** doit donc rester une priorité pour le monde politique comme pour le monde éducatif.

A son niveau, l'U.L.B. entend bien continuer à la promouvoir par une série d'actions en partenariat avec divers établissements secondaires.

De même, le lancement l'an dernier du "Pôle universitaire européen de Bruxelles-Wallonie", regroupant autour de l'U.L.B. une série d'établissements d'enseignement supérieur, vise avant tout à proposer un ensemble de formations structurées et cohérentes, qui, en multipliant les possibilités de rattrapage, maximisent les chances pour l'étudiant d'obtenir un diplôme supérieur.

Au Royaume-Uni, le gouvernement actuel a fait de la démocratisation de l'accès à l'université, et surtout aux meilleures universités, une priorité. Une série de mesures ont été prises pour accroître la motivation à entreprendre des études supérieures chez ceux qui viennent de milieux défavorisés et pour améliorer le système de bourses.

Chez nous aussi, trop souvent les motifs financiers, les modèles familiaux et la modestie des ambitions se conjuguent pour que les jeunes de certains milieux n'imaginent même pas entreprendre des études supérieures. La révolution à opérer est tout autant culturelle que pédagogique.

Si l'on veut rendre l'université plus attractive, il convient aussi de promouvoir la réussite de ceux qui, rompant avec le poids des habitudes familiales, osent s'y aventurer. En effet, nos données montrent, ce qui nuance les récents propos de nos collègues de l'U.C.L., que la qualité de l'enseignement secondaire peut largement compenser la modestie de l'origine sociale en matière de chance de réussite à l'université.

L'U.L.B. consacre des moyens croissants en faveur d'une pédagogie renouvelée et a lancé une "Coordination des Appuis Pédagogiques" qui permet de mieux structurer et d'amplifier les initiatives dans ce domaine.

En organisant au printemps passé une table ronde intitulée justement "Promouvoir la réussite à l'université", la Ministre F. Dupuis a clairement indiqué que c'était une de ses priorités et toute une

série d'actions ont été évoquées. Leur mise en œuvre devrait permettre un partage plus équitable des chances d'accès et de réussite à l'université, en fonction des capacités et des mérites de chacun, plutôt qu'en fonction de leur origine sociale.

C'est moins en termes de démocratisation de l'accès ou de la réussite, qu'en termes de carrière à l'université (les jeunes femmes représentent actuellement 52 % des inscrits à l'université), que se marque encore un certain **sexisme**.

En effet, si dorénavant 37 % des doctorats sont soutenus par des femmes, elles ne représentent encore que 21 % dans les premiers échelons du corps académique et seulement 11 % des professeurs ordinaires, chiffres cependant honorables par rapport aux autres grandes universités, mais encore très insuffisants.

Si nous voulons promouvoir une plus grande justice dans notre institution et combattre efficacement les disparités hommes/femmes, il faut en faire une priorité. Il faut intégrer systématiquement ce type de préoccupation dans nos structures et dans nos procédures, de façon à permettre une plus grande diversité de styles de vie. Ici aussi, l'U.L.B. a souvent été à la pointe en Belgique, et une série d'études et de réflexions sont en cours.

* * *

Si l'université peut, et doit, se préoccuper de promouvoir une plus grande équité, elle ne peut rester indifférente à l'élargissement vertigineux de la fracture sociale, que ce soit dans nos pays, entre les nantis et les chômeurs, immigrés et autres sans papiers, ou que ce soit entre les pays riches et le tiers-monde.

C'est ce qu'au récent Sommet de la Terre de Johannesburg, on a appelé l'*apartheid mondial*.

L'écart dans les pays de l'OCDE entre les mieux payés et les moins bien payés s'est considérablement accru ces dernières décennies. Les 400 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que les 2,5 milliards les plus pauvres.

Nous sommes en plein paradoxe. Alors que l'Occident s'attache de façon sourcilleuse à promouvoir une égalité formelle de statuts entre ses citoyens, se creusent en son sein, et avec les pays du sud, des inégalités croissantes. Si les écarts économiques continuent à s'accroître au même rythme, d'iniques ils deviendront bientôt inhumains.

La montée de l'intégrisme, de la criminalité, de l'immigration clandestine sont autant de phénomènes qui traduisent le désespoir et la frustration d'une part croissante de l'humanité. Les nantis se sentent de plus en plus assiégés, dans les beaux

quartiers ou dans les pays prospères.

Ce syndrome de la citadelle assiégée par des hordes menaçantes s'est encore développé depuis le 11 septembre, suscitant une angoisse sécuritaire profonde, liée aux influences de la mondialisation, aux exigences de la modernité et aux conséquences de l'immigration. L'extrême droite exploite ces inquiétudes avec l'habileté et les succès qu'on connaît.

Que peut faire concrètement une université engagée comme la nôtre face à l'hydre de l'extrême droite, du racisme et de l'exclusion ? Les belles résolutions, y compris du Conseil d'Administration, ne suffisent plus.

Au niveau de la Belgique et de l'Europe, il faut redoubler d'efforts de façon à intégrer véritablement les immigrés.

L'armée ne joue plus de rôle intégrateur. C'est à l'enseignement de jouer ce rôle crucial, mais avec une cohérence renouvelée, que ne facilite pas l'éclatement actuel des compétences ministérielles en Communauté française. Comme l'a montré une étude sur la cohérence des politiques publiques en matière d'éducation supervisée par l'ancien Recteur, Mme F. Thys, dans ce domaine où la poursuite simultanée de l'équité et de l'efficacité n'entrent pas en compétition mais, bien au contraire, se renforcent mutuellement, il faut élargir les politiques de discrimination positive et y intégrer, au niveau local, des actions qui dépassent le cadre éducatif.

Le but doit être d'intégrer les enfants de l'immigration, qui sont une extraordinaire opportunité pour nos sociétés européennes à la démographie vieillissante, mais en ne les cantonnant pas dans des métiers subalternes. Il faut en faire des médecins, des ingénieurs, des avocats, des enseignants, des cadres, bref, les promouvoir au statut de citoyen à part entière.

Mais l'immigration c'est aussi le lien entre les pays d'accueil et les pays de départ, les flux migratoires agissant comme un puissant révélateur des clivages entre le camp des pays riches et les autres. La mondialisation voit la multiplication des déplacements de populations. Deux flux se croisent et s'entrecroisent de façon antithétique.

D'une part, les touristes que tout le monde s'ingénie à attirer, à qui on cherche à faciliter le voyage, le passage des frontières, le séjour, le plaisir, et d'autre part les immigrés, que l'on s'ingénie à décourager, voire à expulser.

Paradoxe d'un tragique chassé-croisé qui masque l'échec de la distanciation que nous avons opérée ces dernières années vis-à-vis du sud, et qui a vu l'émergence de zones incontrôlées comme la

Somalie, l'Afghanistan, le Congo, la Colombie. On sait ce qu'il en advint et la façon dont ces zones de désordre peuvent faire irruption dramatiquement au premier plan de l'actualité d'un monde riche qui croyait possible de s'en désintéresser et de les abandonner dans les oubliettes de l'histoire.

Même si économiquement il n'y a pas toujours beaucoup à gagner en s'occupant du sud, il y a beaucoup à perdre en s'en désintéressant. La pression du sud ne peut d'ailleurs faire que s'accroître sous les effets conjugués de son marasme économique, de son instabilité politique et de son explosion démographique. Je vous rappelle par exemple que dans les prochaines décennies, la population de l'Afrique va plus que doubler !

La coopération au développement doit redevenir une priorité, notamment avec les pays d'Afrique centrale vis-à-vis desquels nous avons une responsabilité particulière et où les conflits ont fait plusieurs millions de victimes.

Tout y est à reconstruire.

L'U.L.B., de concert avec les autres universités belges, prend une part active dans les efforts déployés actuellement en République Démocratique du Congo, un pays dont les richesses naturelles rendent la misère actuelle d'autant plus intolérable.

Déjà présents aux côtés des collègues des Universités de Kinshasa et de Lubumbashi, nous entendons promouvoir le rôle de l'université comme pôle de développement, rôle qu'elle remplit de plus en plus au nord et qu'elle pourrait jouer de façon originale là-bas.

De même, il faut pouvoir accueillir plus d'étudiants du tiers-monde dans nos universités, pour former les cadres nécessaires non seulement au développement économique mais aussi, et on a tendance à l'oublier, au succès des processus de démocratisation. Ce n'est pas un hasard si, dans les temps difficiles qu'elle traverse, l'Association des Professeurs de l'Université de Kinshasa a tenu récemment à organiser un séminaire sur le thème d'"Elite et démocratie en RDC". Dans une université où la moyenne d'âge du corps professoral est de 58 ans, cela résonne comme un appel à l'aide. Historiquement, la majorité d'entre eux ont été formés par nos soins. Malheureusement, en l'espace de 20 ans, le nombre d'étudiants non seulement congolais, mais du tiers-monde en général a diminué, de 25 à 60 % selon les pays, à l'U.L.B. et dans les autres universités de la Communauté française. C'est le résultat scandaleux d'une politique délibérée du gouvernement fédéral qui, à partir de la fin des années septante, n'a eu de cesse que de réduire leur nombre car ils fréquentaient à plus de 90 % les grandes universités francophones.

Mais, c'est aussi le résultat des procédures tatillonnes et extrêmement longues de l'Office des Etrangers et de la complexité et de la lenteur voulue de la reconnaissance des équivalences en Communauté française.

L'étroitesse de vue dont témoigne cette politique ne pénalise pas que les ressortissants étrangers ; nous y avons aussi beaucoup perdu, car leur présence enrichissait la vie universitaire en permettant la confrontation d'expériences et de perspectives les plus diverses.

Promouvoir la coopération me paraît donc être une de nos responsabilités essentielles en tant que grande université internationale. En ces temps de mondialisation, il importe de renforcer la coopération académique, pour éviter que l'internationalisation soit le monopole de la haute finance et des grands groupes industriels.

* * *

Il y a décidément beaucoup de choses à promouvoir.

- Promouvoir la qualité de l'enseignement et de la recherche ; l'Europe et nos gouvernements nous le demandent.
- Promouvoir l'intérêt pour les études scientifiques victimes d'une désaffection dont les effets déjà sensibles risquent de devenir très bientôt catastrophiques.
- Promouvoir le développement durable ...

Le catalogue de ce que, dans son fonctionnement interne ou dans son rôle vis-à-vis de la société, l'université peut et doit promouvoir est long. C'est dire la place de plus en plus centrale que joue désormais l'université dans le développement de la société de la connaissance. Et de la société tout court.

Face à un aussi vaste programme, à un tel ensemble de défis que *volens nolens*, l'université doit affronter, il me semble essentiel de rester vigilants, car de nombreux périls guettent dans un monde où règnent dorénavant le changement, la concurrence, l'incertitude et le désordre.

La première erreur serait de croire que comme la Banque Lambert, GB, la Société Générale ou la Sabena, rien ne peut nous arriver.

Le second péril, c'est que la demande vis-à-vis de l'université excède ses capacités à y répondre.

Face à la massification et à la diversification de la demande, préserver la qualité de l'enseignement n'est pas chose aisée.

Combien de temps les grandes universités

belges continueront-elles à vouloir rester des universités complètes ? L'avenir n'est-il pas, face à la concurrence et confrontées à des évaluations de la qualité de plus en plus exigeantes, à une spécialisation et, simultanément, à une coopération accrue dans les domaines très spécialisés ?

C'est que, et c'est un troisième danger, l'explosion du savoir dépasse largement les ressources disponibles. Depuis le milieu des années nonante, il se publie plus d'un million d'articles de recherche rien que dans le domaine de la chimie tous les deux ans. La psychologie s'est divisée en plus de 20 spécialisations, l'archéologie en a vu apparaître plus d'une centaine.

Il se publie chaque jour dans le monde plus de cinq ouvrages en gestion des affaires. Plus de 120.000 revues scientifiques et techniques sont éditées chaque année.

L'U.L.B. n'est d'ailleurs pas en reste, puisqu'elle dispense environ 3.600 cours, totalisant environ 150.000 heures réparties entre 234 filières d'enseignement, sans même compter les doctorats. Qu'allons-nous continuer à couvrir ?

Les demandes qui relèvent de ce que l'on désigne, de façon aussi vague que globale, de troisième mission de l'université, vont de la création de richesses par la prise de brevet ou la création de *spin off*, à l'expertise pour l'aide à la décision et à la vulgarisation scientifique. L'université produit, rend et, de plus en plus, vend des services de toute nature allant du tourisme à la décontamination des boues, de la génomique à la brocante, de la chirurgie cardiaque à *Radio Campus*, de la puériculture à la haute finance.

Je voudrais relever au passage que nous devrions promouvoir en priorité l'étude des problèmes cruciaux pour nos sociétés, violence, pauvreté, exclusion, guerre, chômage, développement durable, qualité de vie, etc. Le monde académique a une fâcheuse tendance à ne pas y consacrer assez de place, sans doute parce que les problèmes complexes nécessitent une approche véritablement pluridisciplinaire qui s'accommode mal des divisions facultaires et départementales.

Quoi qu'il en soit, la multiplicité des sollicitations que reçoit l'université et des activités qu'elle assume font que l'on parle de plus en plus à son propos de " multiversité ".

Pour répondre à cette demande, une des solutions proposée, et déjà adoptée par plusieurs universités en Europe et dans le monde, est le modèle de l'université entrepreneuriale, spécialisée. A la recherche de plus d'indépendance et de souplesse, elle s'inspire, comme le nom l'indique, d'un modèle hérité plus de l'entreprise que de l'université médié-

vale, avec tous les risques de dérive que cela comporte.

Comme l'avait bien perçu il y a 15 ans déjà aux Etats-Unis, et ce n'est pas un hasard, Allan Bloom dans son ouvrage provocateur *The Closing of the American Mind*, l'université a beaucoup à perdre en se mettant trop au service et à l'écoute de la société. Elle doit pouvoir garder son autonomie, sa liberté, sa faculté de critique, sa capacité à développer des recherches non finalisées, théoriques. On a pu décrire la fonction de l'université comme offrant un espace propice à la contestation. Ce n'est évidemment pas l'U.L.B. qui s'inscrira en faux contre cette mission, même si, à l'interne au moins, la contestation y confine parfois à l'immobilisme.

Dans nos sociétés démocratiques, il est essentiel que l'université garde son indépendance, que ce soit vis-à-vis des pouvoirs publics ou du privé. La presse contrôlée par des groupes financiers avec un objectif de rentabilité a beaucoup perdu de son rôle de contrepouvoir, avec le souci de ne pas offusquer les annonceurs et surtout de faire croître sa clientèle.

Nous devons veiller à ce que l'université ne serve pas seulement directement la société par l'enseignement et la recherche, mais aussi indirectement par la critique. Le principe du Libre Examen, au cœur de notre identité, est en cela plus d'actualité que jamais.

Dans nos pays, l'université est un service public et elle doit le rester. Mais c'est dans l'**excellence**, et donc en cultivant un élitisme intellectuel, qu'elle défendra le mieux sa fonction de service public et la démocratie.

Evidemment, dans notre pays, les services publics ont considérablement régressé en une dizaine d'années. Il y a donc lieu d'être vigilants, car au plan international, même si l'Association des Universités Européennes s'est prononcée sans ambages contre l'inclusion de l'enseignement supérieur dans l'Accord général sur le Commerce et les Services, la négociation relève plus des Ministres de l'économie que de l'enseignement.

Lors d'un grand marchandage rien n'est exclu, d'autant qu'un certain nombre de pays européens sont favorables à l'ouverture du " marché " de l'enseignement supérieur, et l'arrivée des pays d'Europe centrale et orientale va certainement renforcer leur camp.

Une étude sur les opportunités en matière d'investissement d'une banque américaine concluait il y a peu :

" Nous pensons que l'éducation représente pour les investisseurs le nouveau marché le plus propice depuis des années. Il combine

une grande taille (approximativement la même que le secteur de la santé), des usagers insatisfaits, une faible utilisation des technologies et a une plus haute importance stratégique que n'importe quelle autre activité dans laquelle ce pays est engagé ... Enfin, son *management* actuel est assoupi après des années de monopole ".

Nous voilà prévenus !

En Belgique, le paysage de l'enseignement supérieur se modifie, et sous l'influence de l'harmonisation européenne, il changera certainement plus au cours des prochaines années que depuis l'indépendance de notre pays.

La coopération entre institutions, hautes écoles et universités est essentielle. Malheureusement le système de financement à " enveloppe fermée " incite davantage à la concurrence qu'aux alliances et la " gueguerre " de 30 ans continue alors que l'ennemi est à nos portes.

Cette logique de compétition entre institutions a été jusqu'à présent le principal mode de régulation en Communauté française. L'U.L.B. a, mieux que d'autres, tiré son épingle du jeu. Cependant, avec la création de l'espace européen de l'enseignement supérieur, les règles vont changer radicalement et nous risquons fort de perdre la capacité de peser sur notre destin.

Les universités sont parmi les plus anciennes institutions du monde. Cette longévité, elles la doivent à leur capacité à avoir toujours su s'adapter au changement sans y perdre leur spécificité grâce à leur créativité, leurs convictions et leurs qualités.

Mais je crains que, vu l'ampleur et la rapidité des changements en cours, cette capacité d'adaptation ne suffise plus.

Si nous ne répondons pas à ces bouleversements de façon active, volontariste, en prenant en main notre propre destin, en nous mobilisant pour inventer notre propre futur, nous risquons fort de nous retrouver le jouet d'impératifs économiques et sociaux qui nous dépassent. Aujourd'hui, il ne suffit plus de s'adapter au changement, il faut l'inventer. A nous d'exploiter, tant qu'il est encore temps, ce contexte pour améliorer la façon dont cette université fonctionne, pour garantir son indépendance et ainsi promouvoir sa contribution à notre communauté. Il ne fait pas de doute que préférer le *statu quo*, délibérément ou par notre incapacité à décider ce que nous voulons, présente des risques énormes bien supérieurs à ceux encourus par le changement. Sous différentes formes, la privatisation menace l'enseignement supérieur, et le type d'institutions qui en résultera, qui en résulte déjà, répondant à la logique du marché et de la globalisation, risque fort de ne

pas promouvoir les mêmes valeurs, et de ne pas partager notre même vision du rôle crucial de l'université dans la société.

Bien sûr, comme lorsque l'on fait de la recherche, le résultat du changement est incertain, mais c'est justement ce qui est passionnant pour les chercheurs que nous sommes.

Promouvoir, c'est aussi, et littéralement, aller de l'avant, avancer avec la volonté de changer, de changer le monde.

* * *

Comme de coutume, je voudrais conclure en m'adressant plus directement aux étudiants, et surtout aux nouveaux étudiants.

Comme vous l'avez entendu, l'université a de multiples fonctions, de multiples préoccupations.

La vôtre, plus immédiate, c'est de réussir cette fameuse première année que vous appréhendez. Je me rappelle, quand j'étais à votre place, ce mélange d'excitation et d'inquiétude, cette joie d'explorer une liberté nouvelle, de se plonger dans des matières passionnantes, mais aussi cette crainte de ne pas être à la hauteur, de ne pas réussir à franchir l'obstacle des fameux examens.

Au début vous vous sentirez très isolés, perdus dans la foule. Et puis, rapidement, vous reconnaîtrez vos camarades d'année, vous nouerez des contacts, vous vous ferez de nouveaux amis, vous apprendrez votre métier d'étudiant et vous vous approprierez cette université qui est dorénavant la vôtre.

Dans la poursuite de votre développement personnel, de l'apprentissage d'un métier, nous souhaitons aussi instiller en vous nos valeurs d'indépendance d'esprit, de critique constructive, d'audace, de créativité et de générosité. Même si j'ai évoqué tout à l'heure la massification de l'université, n'oublions pas que ceux qui ont la chance de pouvoir accéder à l'enseignement universitaire en Belgique, en Europe et dans le monde, ne représentent jamais qu'une infime minorité. Vous avez donc une responsabilité réelle vis-à-vis du futur de notre planète. Vous êtes à l'âge où on veut changer le monde, *promouvoir* un monde meilleur. Votre idéalisme, votre intransigeance, votre dynamisme sont bénéfiques et contribuent indubitablement, année après année, à maintenir dans cette maison une vitalité et un niveau d'exigences particulièrement élevés.

Pour moi, un universitaire, ce n'est pas simplement quelqu'un qui a appris un métier. C'est aussi quelqu'un qui souhaite continuer à apprendre, à se perfectionner, qui garde le sens de la relativité, de la critique, et qui, en même temps, a acquis un sens

des responsabilités et le souci de l'intérêt général.

Un des grands défis de nos sociétés, et de l'université par conséquent, est de gérer la tension entre deux valeurs contradictoires : la liberté individuelle et l'intérêt commun. Nous espérons faire de vous des êtres pleinement responsables dont les préoccupations ne se limitent pas égoïstement au succès personnel, mais qui contribuent par leur cœur, par leur esprit, par leur engagement, par leur exemple à promouvoir un monde meilleur.

Nous voulons pouvoir être fiers de vous, comme, je l'espère, vous serez désormais fiers de l'université qui vous accueille aujourd'hui.

* * *

Bibliographie disponible sur simple demande.

*
* *

C.U.M.G.-U.L.B.

PAQUES 2003 EN ALGARVE

(et non plus à Chypre)

du vendredi 18 au vendredi 25 avril 2003

avec accréditation

“ THEMES VARIES ”

- **Ostéoporoses**
J. Ducobu
- **Problèmes infectieux et allergiques en O.R.L.**
S. Hassid
- **Cas cliniques : diagnostics différentiels**
E. Cogan
- **Actualités dans le domaine de l'HIV**
S. De Wit
- **Cardiopathies ischémiques**
J.L. Vachiéry
- **Actualités thérapeutiques et implications économiques**
J. Sternon

Hôtel Vila Galé **** à Tavira

Renseignements et inscriptions :

Mme M. Cencig, Tél 02 555 61 67